

ANALYSE DE LA PRESSE

Juillet 2014

1. **A la une : la poursuite des arrestations au sein de la police**
2. **Dossier du mois : la campagne présidentielle en Turquie**
3. **Turquie**
4. **Economie**
5. **International**
6. **Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Juillet 2014)**



redefining / standards

MÉCÈNE PRINCIPAL DE L'INSTITUT DU BOSPHORE

33 rue Galilée 75116 Paris T +33 1 44 43 52 54 F +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org • www.institut-bosphore.org

1. A la une : la poursuite des arrestations au sein de la police

« Un procureur d'Istanbul a ordonné mardi [22 juillet] la garde à vue de 115 hauts responsables de la police turque dans le cadre d'une double enquête pour "espionnage" et "écoutes illégales", rapporte l'agence de presse semi-officielle Anadolu. Soixante-sept personnes, dont deux anciens chefs de la police anti-terroriste d'Istanbul, étaient entendues à la mi-journée mardi. » (*Lepetitjournal.com, Sidonie Hadoux, 23/07/2014*)

« Cette vague d'arrestations, juste avant l'élection présidentielle du mois d'août, vise encore le mouvement de Fethullah Gülen, illégalement 2.280 personnes à partir de 2010, dont le Premier ministre, des ministres et le chef des anciens alliés du premier ministre islamo-conservateur Recep Tayyip Erdogan. Le prédicateur Gülen est désormais l'ennemi juré de M. Erdogan, qui l'accuse d'avoir manipulé l'enquête sur un vaste scandale de corruption impliquant le premier ministre et son entourage. » (*Le Monde, AFP, 22/07/2014*)

Dans le cadre de cette opération, « 115 policiers dont 39 membres de la direction du renseignement sont soupçonnés d'avoir écouté les services secrets turcs. Selon le bureau du procureur, les écoutes ont eu lieu sous couvert d'une enquête contre une organisation terroriste imaginaire. Yurt Atayün, ancien chef de la police anti-terroriste d'Istanbul, a dénoncé mardi une arrestation "politique". » (*Lepetitjournal.com, Sidonie Hadoux, 23/07/2014*)

« En décembre 2013, un vaste coup de filet anticorruption mené par la direction financière de la police avait visé 56 personnes, parmi lesquelles les fils de trois ministres proches d'Erdogan, le maire (AKP) du quartier Fatih à Istanbul, des bureaucrates de premier plan et des hommes d'affaires liés au secteur de la construction et de la promotion immobilière. Vingt-trois personnes avaient été inculpées

L'opération intervient deux jours après l'annonce par Tayyip Recep Erdogan, qui est candidat à la présidentielle, d'un plan pour en finir avec le mouvement Gülen. L'opposition l'accuse de dérive autoritaire. » (*Le Monde, AFP, 22/07/2014*)

2. Dossier du mois : la campagne présidentielle en Turquie

La Turquie s'apprête à voter les 10 et 24 août à travers un scrutin à deux tours pour la première élection présidentielle au suffrage direct ; une élection inédite puisque le Président de la République était jusqu'à présent élu par le Parlement.

« La loi électorale prévoit minimum 20 signatures de députés de partis ayant un groupe parlementaire. Par conséquent, les candidats des mouvements politiques et civils hors de l'Assemblée sont écartés. Résultat : seuls trois candidats ont recueilli le nombre de signatures nécessaires. » explique Samim Akgönül, professeur à l'Université Strasbourg. (*Libération, 17/07/2014*)

« Le Premier ministre islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan, est candidat à la présidentielle d'août (...) a annoncé officiellement son parti [le 1^{er} juillet]. "Notre candidat à l'élection présidentielle est notre président général et député d'Istanbul, Recep Tayyip Erdogan", a déclaré sous les ovations Mehmet Ali Sahin, vice-président du Parti gouvernemental de la justice et du développement. » (*Le Figaro, Agences, 01/07/2014*)

« Présentant sa feuille de route pour les cinq prochaines années (...), M. Erdogan a cité dans l'ordre : plus de démocratie, assurer une "normalisation" de la politique et de la société, l'amélioration de la politique sociale et placer la Turquie parmi les dix premières économies mondiales. » (*Le Point, AFP, 11/07/2014*) « "Etre élu directement par le peuple donne à la fonction une légitimité démocratique" » a-t-il par ailleurs martelé. (*Libération, Marc Semo, 01/07/2014*)

Erdogan souhaite-t-il présidentialiser le régime ?

« Contraint par une règle interne du parti de quitter la tête du gouvernement à l'issue des élections législatives de 2015, M. Erdogan a fait savoir depuis des mois qu'il n'entendait pas mettre un terme à sa carrière politique. (...) Telles que définies par la Constitution de 1982, les fonctions du probable futur président Erdogan sont honorifiques. Mais le Premier ministre a déjà fait savoir qu'il utiliserait tous les pouvoirs à sa disposition et, surtout, qu'il comptait bien profiter de l'onction du suffrage universel pour continuer à diriger la Turquie. (...) "Le prochain président ne sera pas un président protocolaire, mais un président qui sue, qui court et qui travaille dur", a-t-il d'ores et déjà prévenu. » (*Le Point, AFP, 01/07/2014*)

« Une modification de la Loi fondamentale permettrait à M. Erdogan d'étendre les prérogatives du président qui, jusque-là, remplit des fonctions essentiellement honorifiques. » (*Le Point, AFP, 11/07/2014*) En effet, « Recep Tayyip Erdogan n'a jamais caché sa volonté de transformer la Turquie en une République, présidentielle ou semi-présidentielle à la française, se voyant installé dans cette fonction pour deux fois cinq ans. (...) Or une grande partie de l'opinion publique et des élus, y compris au sein de l'AKP, sont hostiles à un tel renforcement des prérogatives d'un leader qui dans les faits dispose déjà de plus de pouvoir qu'en son temps Mustapha Kemal. » (*Libération, Marc Semo, 01/07/2014*)

« S'il est considéré comme l'artisan du développement économique de la Turquie depuis le début des années 2000, le chef du gouvernement est toutefois aussi devenu, depuis un an, sa figure la plus contestée. Depuis la fronde de juin 2013, de nombreux Turcs lui reprochent sa dérive "autoritaire" et "islamiste" et dénoncent la corruption de son régime. » (*Le Point, AFP, 01/07/2014*)

« Le leader islamiste, qui s'estime investi d'une mission divine, contrôle en effet d'une main de fer un parti qui lui-même verrouille toutes les institutions du pays et a mis l'armée hors du jeu politique. (...) Si la Turquie est aujourd'hui incontestablement plus démocratique qu'il y a 15 ans, elle l'est moins qu'il y a cinq ans et ce pays détient par exemple le triste record du nombre de journalistes (80) emprisonnés pour leurs écrits. "Erdogan va utiliser jusqu'à leur extrême limite tous ses pouvoirs constitutionnels ce qui va conduire à une sérieuse crise de régime et à encore plus de turbulences", prédit l'universitaire Ahmet Insel. » (*Libération, Marc Semo, 01/07/2014*)

Ekmeleddin Ihsanoğlu, candidat commun des partis d'oppositions CHP et MHP

Fin mai, les deux partis principaux de l'opposition, le CHP et le MHP, avaient désigné un candidat commun aux élections présidentielles pour faire poids à la candidature de M. Erdogan. « Face au très clivant et vociférant Erdogan, l'idée est d'avoir un candidat rassurant pour les croyants, qui permette de ratisser le plus large possible. (...) »

Ekmeleddin Ihsanoğlu, 70 ans, a longtemps présidé l'Organisation de la conférence islamique. "Nous ne souhaitons pas une Turquie divisée et sous tension, mais une Turquie pacifiée", a-t-il déclaré. (...) "C'est un excellent candidat de second tour", explique Ahmet Insel. » (*Libération, Marc Semo, 01/07/2014*)

« Un choix étonnant, qui semble avoir désarçonné les dirigeants de l'AKP, qui sentent qu'ils ne pourront pas faire campagne sur le clivage musulmans / laïcs comme à l'accoutumée. (...) Certainement son inexpérience en politique, son externalité aux affaires de parti dans une élection qui, pourtant, est très politique lui seront reprochés dans les meetings, toujours très durs de Recep Tayyip Erdogan. » selon le décryptage par le politologue Samim Akgönül. (*L'Express, 01/07/2014*)

« Sa candidature, décidée par les instances dirigeantes des deux partis, sans consultation de la base, déconcerte plus d'un au sein du CHP où la fraction kémaliste et laïciste menace désormais de scission. Il était presque inconnu du grand public jusqu'aux dernières semaines et n'a jamais mené une campagne électorale. » selon Akgönül. (*Libération, 17/07/2014*)

Ihsanoğlu se veut le « représentant de tous les partis et qui plus est de toute la Turquie. Ses premiers mots se sont dirigés vers les ruraux et les chômeurs en évoquant de plus la minorité kurde et la question syrienne

qu'il considère amplement. Son discours est marqué par l'empreinte du rassemblement. (...) "Il n'y a pas de liberté sans démocratie et il n'y a pas de démocratie sans liberté" (...) Le candidat fait d'ailleurs rapidement référence à l'intégration de la Turquie dans l'Union Européenne. "Soyons pacifiste envers les autres et envers nos jeunes, il faut apprendre à mieux négocier des mouvement comme celui de Gezi". (...) La Turquie se doit selon lui de sortir de cette "seconde ligue" économique, s'aligner dans les sillons de la Corée du Sud et concentrer beaucoup d'efforts dans le secteur des NTIC. Pour cela, le système éducatif est primordial et la jeunesse d'une importance sans nom.» (*Aujourd'hui La Turquie, Maxime Tettoni, 10/07/2014*)

Le mouvement politique kurde : une force qui va faire poids aux présidentielles et un enjeu majeur du scrutin

« La clef du scrutin sera en tout cas entre les mains des Kurdes, qui pèsent quelque 15% de la population. Leur principal parti le HDP (parti démocratique populaire) a présenté la candidature de son président Selahattin Demirtas afin de se compter. » (*Libération, Marc Semo, 01/07/2014*)

Demirtas est un, « jeune politicien (41 ans) issu du mouvement politique kurde et actuel coprésident d'une plateforme, HDP (Parti de la démocratie des peuples), agrégation du parti kurde autonomiste, de la gauche libérale, d'une partie de la gauche socialiste, et surtout des petites structures de la société civile, tous présents dans le mouvement Gezi de juin 2013. Avec cette candidature, le mouvement kurde réitère sa tentative des élections locales du 30 mars où il s'était allié à d'autres composantes démocrates pour sortir de son image de mouvement ethnique. L'enjeu est de taille : si sa candidature dépasse les 10% des voix, le mouvement kurde continuera certainement son chemin avec d'autres démocrates qui aspirent à la paix, car ce 10% est le barrage pour accéder au Parlement lors des élections législatives de 2015.» écrit le politologue Samim Akgönül. (*Libération, 17/07/2014*)

La journaliste « Oya Baydar estime que la candidature de Selahattin Demirtas est très importante. Au-delà de l'aspect symbolique d'un Kurde se présentant à la présidence de la République, il incarne "la montée en puissance de franges de la population qui avaient jusque-là toujours été écartées". » (*Courrier International, Pierre Vanrie, 09/07/2014*)

3. Turquie

Une nouvelle loi pour relancer le processus de paix

« Le Parlement turc a voté [le 10 juillet] un projet de loi déposé par le gouvernement islamo-conservateur destiné à relancer le processus de paix entamé fin 2012 avec les rebelles kurdes (...) Le Premier ministre Recep Tayyip Erdogan compte à cet égard sur le soutien d'une partie de la minorité kurde, évaluée à environ 15 millions de personnes, soit 20% de la population turque, à sa candidature à l'élection présidentielle (...).

La nouvelle loi, qui comprend six articles, vise notamment à assurer la protection juridique des principaux responsables impliqués dans les négociations avec le Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) (...). Elle doit aussi contribuer à la réhabilitation des combattants rebelles qui déposent leurs armes et donne au gouvernement le pouvoir de nommer des personnes et des instances pour mener les négociations concernant la "question kurde". » (*Le Figaro, AFP, 10/07/2014*)

«Le chef du PKK, Abdullah Ocalan, a qualifié cette initiative du gouvernement d'"événement historique".» (*Le Monde, AFP, 10/07/2017*)

Les députés AKP en visite en Irlande du Nord

« Le Parti pour la justice et le développement (AKP), au pouvoir à Ankara, a envoyé cinq députés en Irlande du Nord en juin, note le "Hürriyet". La mission a rendu son rapport et propose des solutions pour mettre un terme au conflit avec les Kurdes, directement inspirées du modèle anglais négocié avec l'IRA.

L'an dernier, Öcalan (chef du PKK), a enclenché le processus de paix en appelant à un nouveau cessez-le-feu. Le rapport rédigé avec des responsables politiques irlandais et d'ONG insiste sur l'importance du dépôt des armes ainsi que des mesures de réinsertion des rebelles du PKK dans la société. (...)

Le rapport ajoute que les différences entre les Turcs et les Kurdes ne sont pas aussi profondes que celles en Irlande du Nord entre les républicains nationalistes catholiques et les loyalistes unionistes protestants. *"Il n'y a aucune vision d'une communauté divisée [en Turquie]. Au contraire, les deux communautés ont les mêmes valeurs et les mêmes croyances."* Ce qui laisse un espoir de réconciliation en Turquie. » (Les Echos, L. de B., 08/07/2014)

Plusieurs morts lors d'un affrontement entre l'armée et le PKK

« Deux soldats turcs sont morts lundi 21 juillet au soir à Ceylanpinar dans la province de Şanlıurfa (sud-est de la Turquie) aux abords de la frontière syrienne à la suite d'une attaque (...). Un troisième soldat a succombé à ses blessures mardi 22 juillet. » (Lepetitjournal.com, Amélie Boccon-Gibod, 24/07/2014)

« Les affrontements ont éclaté (...) après que des rebelles kurdes, qui tentaient de franchir la frontière syrienne ont tiré sur une patrouille turque dans la province de Sanliurfa, a indiqué l'armée dans un communiqué.

Au moins six rebelles kurdes - parmi lesquels des séparatistes du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK, interdit), et des militants kurdes combattant en Syrie - ont été tués et un soldat blessé, a ajouté l'armée. Des renforts ont été déployés dans la zone, selon l'agence de presse Dogan.

En plus de trois ans de conflit en Syrie, la Turquie peine à contrôler les mouvements illicites à sa frontière. Réfugiés, rebelles et trafiquants divers franchissent aisément la frontière, ce qui représente un véritable casse-tête en matière de sécurité pour le pays. » (Le Figaro, AFP, 22/04/2014)

Affaire des militantes kurdes assassinées à Paris

« Les proches des militantes kurdes assassinées à Paris en 2013 ont demandé à la justice des mandats d'arrêt contre quatre responsables turcs qu'ils soupçonnent d'avoir commandité ce crime, a indiqué vendredi à l'AFP une source proche du dossier.

Sakine Cansiz, Fidan Dogan et Leyla Saylemez avaient été tuées de plusieurs balles dans la tête, en plein jour le 9 janvier 2013, dans les locaux du Centre d'information du Kurdistan (CIK), dans le Xe arrondissement, un crime qui avait bouleversé la communauté kurde. » (Le Point, AFP, 18/07/2014)

« Arrêté quelques jours plus tard, le Turc Ömer Güney avait été mis en examen pour assassinat. Si diverses pistes avaient initialement été évoquées quant aux commanditaires, l'implication des services secrets turcs (MIT) -ou d'une de ses branches- ne fait aujourd'hui aucun doute pour les proches des victimes.

O. Yüret, U.K. Ayik, S. Asal et H. Özcan- apparaissaient comme les signataires d'un document confidentiel publié le 14 janvier 2014 par la presse turque. Elle le présentait comme une note du MIT de novembre 2012 rédigée comme un "ordre de mission" pour Ömer Güney. » (Le Nouvel Observateur, AFP, 18/07/2014)

« Le MIT a déjà démenti toute implication dans ce crime. Dans un discours préélectoral en mars, le Premier ministre turc Recep Tayyip Erdogan l'avait attribué au mouvement de Fethullah Gülen -son ex-allié devenu son ennemi- qu'il soupçonne d'avoir infiltré les organes de sécurité turcs. » (Le Point, AFP, 18/07/2014)

4. Economie

« Elu, Erdogan devrait maintenir le cap économique »

« A l'approche de la présidentielle (...) le projet d'amnistie fiscale de Recep Tayyip Erdogan et ses critiques contre les hausses de taux de la Banque centrale font craindre aux investisseurs que des mesures démagogiques mettent à mal la discipline économique. Certains redoutent également que le tandem entre le ministre des Finances Mehmet Simsek et le vice-Premier ministre Ali Babacan soit remplacé par des personnalités politiques plus fortes, mais des responsables gouvernementaux ont déclaré à Reuters que cette hypothèse était improbable. (...) »

Sous les auspices d'Ali Babacan et Mehmet Simsek, l'économie turque connaît une période de stabilité sans précédent tandis que le duo tente de réduire des déséquilibres à long terme comme l'inflation et le déficit extérieur courant. (...) »

Les investisseurs s'inquiètent également de la situation en Syrie et en Irak, (...) des ingérences du gouvernement dans la politique monétaire et de la perspective que la Turquie prenne un tournant autoritaire sous la présidence de Recep Tayyip Erdogan.

La croissance turque a été de 5% en moyenne au cours des dix années ayant suivi son arrivée au pouvoir en 2003 et l'inflation est revenue à 9,32% en juin contre plus de 30%. Certains analystes estiment cependant qu'en l'absence de réformes structurelles, comme l'amélioration de la gouvernance des institutions et celle du système éducatif, la croissance turque pourrait être limitée entre 2 et 4% à long terme. » (*Les Echos, Reuters, 07/07/2014*)

« Appel d'offres prolongé pour un système de missiles »

« La Turquie prolonge de deux mois la date limite d'un appel d'offres pour un système de défense par missiles à longue portée, a déclaré lundi [30 juin] une source proche du dossier.

Des responsables turcs avaient dit en mai qu'une firme chinoise, qui avait été choisie provisoirement pour concevoir ce système, n'avait pas encore rempli toutes les conditions du cahier des charges et ajouté qu'Ankara pourrait étudier d'autres propositions.

Cette firme avait été dans un premier temps préférée aux américains Raytheon et Lockheed Martin et à Eurosam, propriété du missilier franco-italien MBDA et de Thales.

Leurs offres devaient expirer à la fin du mois de juin. » (*Les Echos, Reuters, 30/06/2014*)

« La Turquie produit les voitures "européennes" de Renault, Toyota, Ford »

« Les constructeurs asiatiques exhibent volontiers leur label "européen" politiquement correct. Problème: pour montrer à quel point ils sont "européens", ils comptabilisent volontiers dans leur production du Vieux continent... les véhicules fabriqués en Turquie. (...) »

Toyota, Honda et Hyundai-Kia ont (...) construit des usines à bas coûts en Turquie pour exporter notamment vers l'Union européenne. (...) »

Le Verso turc (...) représente ainsi presque 10% des ventes de Toyota en France. (...) La marque coréenne Hyundai (...) vient (...) d'annoncer que son usine turque a produit son millionième véhicule. Le site, entré en activité en 1997, peut fabriquer 200.000 véhicules par an. (...) »

Les constructeurs asiatiques n'ont fait cependant que copier les groupes européens. La majorité des Renault Clio vendues dans l'Union européenne viennent ainsi de Bursa, que le constructeur au losange considère comme l'une de ses meilleures usines pour la qualité et la productivité. (...)

PSA assemble de son côté en Turquie, également à Bursa, ses petites fourgonnettes Peugeot Bipper et Citroën Nemo (42.000 en 2013) en collaboration avec Fiat (Qubo).(...) Ford fabrique désormais pour sa part en Turquie la quasi-totalité de ses utilitaires vendus en Europe.(...)

Sur les quatre premiers mois de 2014, la production automobile turque s'est établie à 354.482 unités, en baisse de 4%. Ce qui est logique puisque le marché local recule. L'an dernier, elle avait néanmoins progressé de 5%, à 1,13 million. (*La Tribune, Alain-Gabriel Verdevoye, 16/07/2014*)

5. International

Turquie – Israël – Palestine

Erdoğan condamne les actes d'Israël

« Le premier ministre islamo-conservateur turc Recep Tayyip Erdogan a accusé (...) Israël de "terrorisme d'Etat" en bombardant la bande de Gaza et de perpétrer un "massacre" parmi ses habitants Palestiniens (...) excluant toute normalisation des relations de la Turquie avec l'Etat hébreu. (*Le Figaro, AFP, 15/07/2014*) Il « a qualifié les bombardements israéliens sur la bande de Gaza de "tentative de génocide systématique" des Palestiniens. » (*L'Express, AFP, 18/07/2014*)

« Erdogan a lancé samedi (19 juillet) une nouvelle attaque virulente contre Israël, comparant la mentalité de certains Israéliens à celle d'Adolf Hitler. (...) "Ils maudissent Hitler jour et nuit, mais ils l'ont surpassé dans la barbarie... Ils n'ont ni humanité ni conscience ni honneur", a-t-il déclaré. » (*Le Figaro, AFP, 19/07/2014*)

Trois jours de deuil national en hommage aux victimes palestiniennes

« "Nous condamnons le massacre par Israël du peuple palestinien", a déclaré à la presse à Ankara le vice-Premier ministre turc Bulent Arinc alors que le bilan des Palestiniens morts dans le conflit a atteint 500. "Dans un geste de solidarité à l'égard du peuple palestinien, trois jours de deuil ont été déclarés à compter [du 22 juillet]". » a-t-il annoncé (*Le Figaro, AFP, 21/07/2014*)

Violentes manifestations pro-palestiniennes en Turquie

« Réunie [le 17 juillet] à l'appel d'organisations pro-islamistes pour dénoncer les opérations militaires de l'Etat hébreu dans la bande de Gaza, la foule a lancé des pierres, brisant des vitres du bâtiment situé dans le quartier de Levent, sur la rive européenne d'Istanbul. (...)

La police antiémeute est intervenue à plusieurs reprises en faisant usage de gaz lacrymogène et de canons à eau pour disperser les manifestants qui ont scandé "Israël assassin, quitte la Palestine!" ou "Juif assassin!" jusqu'au petit matin. » (*L'Express, AFP, 18/07/2014*)

« Israël a décidé de réduire au minimum sa présence diplomatique en Turquie (...), après de violentes manifestations à Istanbul et Ankara devant les missions israéliennes. » (*20 minutes, AFP, 18/07/2014*)

6. Liste des journalistes ayant couvert le sujet turc (Juillet 2014)

***Aujourd'hui
la Turquie***

Maxime Tettoni

***Courrier
international***

Pierre Vanrie

L'Express

La Tribune

Alain-Gabriel
Verdevoye

Les Echos

L. de B.

Le Figaro

Le Monde

Le Nouvel

Observateur

Lepetitjournal.com

Sidonie Hadoux

Amélie Boccon-Gibod

Le Point

Libération

Marc Semo

20 minutes

Mécène Principal *Main Supporter*



redefining / standards

Mécènes Institutionnels *Institutional Supporters*



BOYNER HOLDING



L'ORÉAL



33 rue Galilée
75116 Paris

Tel.: +33 1 44 43 52 54
Fax: +33 1 47 23 68 14

info@institut-bosphore.org